Les argumentaires du plurilinguisme

Pierre FRATH*

Key-words: *Europe, plurilingualism, language policy, educational systems*

La défense du plurilinguisme semble être une cause unanimement considérée comme bonne. Aucun pays, aucune organisation européenne, aucun système scolaire européen ne se fait le chantre du monolinguisme. L'apprentissage des langues vivantes (LV) est partout encouragé, même si les actions ne sont pas toujours en accord avec les paroles. Même la Grande-Bretagne, qui a pourtant quasiment éliminé les LV de son système éducatif se prétend le défenseur du plurilinguisme et développe un argumentaire en ce sens. C'est donc que par plurilinguisme les Européens n'entendent pas tous la même chose.

Une distinction a été faite entre multilinguisme et plurilinguisme, et je la rappelle brièvement. On qualifie de multilingue une zone géographique, par exemple un pays, où l'on parle plusieurs langues. Mais dans un tel pays, les locuteurs ne sont pas forcément plurilingues : chacun peut ne parler que sa langue. Dans ce cas extrême, le pays serait bien multilingue, mais les habitants seraient monolingues. Le terme de plurilinguisme s'applique à une situation où des personnes parlent plusieurs langues, qu'elles les aient apprises dans le milieu familial et informel ou à l'école. La question du plurilinguisme est ainsi intimement liée à l'éducation, et nous n'aborderons pas les questions du multilinguisme, essentiellement politiques, dans ce texte. Les anglophones utilisent le plus souvent le terme de « multilingualism » pour ces deux réalités, ce qui peut générer des confusions, mais le contexte permet parfois de faire la différence.

Je tâcherai de montrer dans cet article que les multiples argumentaires en faveur du plurilinguisme ont tendance à cacher derrière une rhétorique très élaborée des intérêts de nature socioculturelle et économique, parfois à l'insu de leurs protagonistes. Il est en effet frappant de constater à quel point les arguments peuvent souvent être prédits à partir de la nationalité, de l'éducation et des intérêts de classe des protagonistes, sans qu'ils en aient toujours une claire conscience. Ainsi, les anglophones se posent souvent comme les défenseurs zélés des langues minoritaires et du libre choix des familles, alors que les francophones misent plus sur des accords politiques et culturels entre les pays ainsi que sur le plurilinguisme à l'école. Une vision superficielle et idéologique met ces différences sur le compte d'une sorte de génie des peuples : les Français seraient d'indécrottables jacobins centralisateurs (héritage de la monarchie absolue et de la Révolution) alors que les Anglais seraient

* Université de Reims Champagne-Ardenne, France.

„Philologica Jassyensia", An IX, Nr. 1 (17), 2013, p. 231–248

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide"
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

respectueux de la diversité et des libertés individuelles (héritage de l'*habeas corpus* et de la *Magna Carta*). Cependant, on voit bien que le recours à ces arguments « historiques » n'est qu'un élément dans l'argumentaire.

1. Quelques argumentaires

1.1. L'argumentaire du Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe (CdE) a commencé à travailler au développement de l'apprentissage des langues en Europe dès les années soixante-dix. On lui doit notamment les niveaux-seuils pour un certain nombre de langues européennes, décrits de la manière suivante sur le site du CdE :

> des spécialistes ont élaboré un modèle opérationnel de ce que certains groupes d'apprenants (touristes, hommes d'affaires, migrants...) doivent être capable de faire lorsqu'ils se servent d'une langue pour communiquer de manière indépendante dans un pays où cette langue sert de véhicule de communication pour la vie de tous les jours. Ils ont ainsi défini, par cette identification des besoins langagiers de ces groupes, les savoirs et les savoir-faire nécessaires pour parvenir à ce « seuil » de communication (http://www.coe.int/t/dg4/linguistic/dnr_fr.asp).

Cette vision pratique allait à l'encontre d'une tradition de l'enseignement des langues inspirée de celle du latin, basée sur la traduction, la grammaire et la littérature. Elle fut à l'origine de ce qu'on a nommé l'approche communicative, qui met en œuvre une stratégie pédagogique basée sur la communication, et où la grammaire consiste en une compilation de notions et de fonctions qui décrivent les éléments linguistiques dont un locuteur a besoin pour s'exprimer.

Dans les années quatre-vingt-dix, l'effort du CdE a porté sur la mise en place d'un référentiel pour les langues, le *Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues* (CECRL), qui donne une description des compétences langagières en six niveaux (A1, A2, B1, B2, C1 et C2) et cinq habiletés (compréhension orale, compréhension écrite, production orale, conversation, et production écrite). Le CERCL s'est imposé à travers toute l'Europe, et il a permis la mise en place de certifications comparables entre les différents pays. Le *Portfolio européen des langues*, introduit dans les années 2000, avait pour but de donner aux apprenants le contrôle de leurs apprentissages grâce à la valorisation de leurs acquis, la réflexion métacognitive et l'autoévaluation.

Parallèlement, le CdE a été à l'origine d'une conception pédagogique nouvelle, dite perspective actionnelle, qui considère l'apprenant non plus seulement comme un sujet communiquant, mais comme un acteur social « ayant à accomplir des tâches (qui ne sont pas seulement langagières) dans des circonstances et un environnement donnés, à l'intérieur d'un domaine d'action particulier. Si les actes de parole se réalisent dans des activités langagières, celles-ci s'inscrivent elles-mêmes à l'intérieur d'actions en contexte social qui seules leur donnent leur pleine signification » (*Cadre européen commun de référence*).

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide"
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

Problèmes et perspectives

L’action du CdE est ainsi absolument remarquable. Il n’y a pas à ma connaissance d’études historiques sur le développement de l’enseignement des langues ces dernières décennies en Europe, ni en termes de nombre d’apprenants, ni en termes d’efficacité des méthodes mises en œuvre, mais s’il y a eu progrès, et beaucoup le pensent, le CdE y est sûrement pour quelque chose. Il est toutefois un domaine où le CdE n’a pas exercé d’influence positive, c’est celui du nombre de langues proposées dans les systèmes scolaires européens. En France par exemple, là où il y a trente ans un élève avait le choix entre une dizaine de langues, à la fois en LV1 et en LV2, il n’y a maintenant, à peu de choses près, plus que l’anglais en LV1, et l’espagnol ou l’allemand en LV2.

On ne peut cependant pas blâmer le CdE pour cette dérive. Les institutions européennes ont toujours soigneusement évité de définir une politique linguistique qui préciserait quelles sont les langues qu’il faudrait apprendre dans les divers pays de la Communauté. La France est très largement responsable de ce laisser-faire, car elle n’a jamais su concevoir une politique linguistique qui aurait permis au français et à d’autres langues de se maintenir face à l’anglais. Il en est résulté une prime au vainqueur, qui a raflé toute la mise.

Sentant que la bataille contre l’hégémonie de l’anglais était perdue, le CdE a proposé dans les années 2000 une conception du plurilinguisme basée sur l’éveil aux langues. L’idée est que les jeunes Européens, pour favoriser un meilleur « vivre-ensemble » sur notre continent, devraient s’initier à sa diversité linguistique, à la fois intérieure aux pays (les langues minoritaires) et extérieure (les langues vivantes étrangères).

Voici de brefs extraits du *Guide des Politiques Linguistiques* (2007), qui témoignent de ce virage idéologique :

> La maîtrise des langues est d’abord le produit (pour les compétences orales ou de compréhension, en particulier) d’*apprentissages individuels et autonomes effectués en dehors d’enseignements organisés par une institution éducative : c’est une caractéristique humaine que de pouvoir s’approprier des variétés linguistiques*.
>
> Pour importante qu’elle soit, *la correction lexicale ou grammaticale risque de ne pas être le facteur décisif de la réussite communicationnelle*. Il en va de même, aussi essentielle qu’elle soit, de la bonne maîtrise des fonctions langagières.
>
> Le plurilinguisme et l’éducation plurilingue *n’ont pas pour objet l’enseignement simultané de plusieurs langues*, l’enseignement fondé sur des comparaisons entre langues ou l’enseignement du plus grand nombre de langues possibles, mais le développement de la compétence plurilingue et celui de son éducation interculturelle, comme *forme du vivre ensemble*.

Les langues sont ainsi devenues, pour le CdE, le vecteur d’une certaine idéologie humanitariste, fort louable, certes, mais inquiétante pour le plurilinguisme : l’apprentissage des langues est considéré comme une « caractéristique humaine »

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide”
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

qui n'a pas besoin de l'école pour se développer ; une bonne maîtrise de la langue n'est pas nécessaire ; et l'apprentissage plurilingue peut se faire sans véritable apprentissage des langues[1].

Ces conceptions ne sont pas encore appliquées dans les différents pays du continent, mais les Instructions Officielles du ministère français de l'Éducation de 2009 et de 2010 les contiennent en germe. Le danger est que l'anglais ne soit considéré *in fine* comme une matière fondamentale au même titre que la langue nationale et les mathématiques, qu'il soit ainsi la seule langue véritablement enseignée, tandis que pour les autres, on se contenterait d'un « éveil » censé inciter les élèves à les apprendre en dehors du système scolaire, dans le monde associatif ou professionnel. Ce serait l'arrêt de mort des langues autres que l'anglais. L'éveil aux langues est très certainement une bonne chose, mais à la condition qu'il débouche sur un véritable enseignement d'autres langues que l'anglais à l'école ; s'il *remplace* cet apprentissage, alors il devient une sorte de tromperie.

1.2. L'argumentaire des anglophones

On peut dire que l'argumentaire des anglophones en faveur du plurilinguisme est tout à fait efficace en matière de promotion de l'anglais. Il se déploie *grosso modo* de la manière suivante[2] :

> 1.Toutes les langues sont égales en dignité et en droit
> 2.Il faut cependant communiquer, et pour la plupart des êtres humains, il est impossible d'en maîtriser plus que deux ou trois. Il faut donc une *lingua franca.*
> 3.Or justement, l'humanité s'en est choisi une, l'anglais.
> 4.Est-ce que l'anglais menace les autres langues ?
> 5.Absolument pas. Un Catalan qui parle le catalan ou un Finlandais qui parle le finnois ne sont pas du tout menacés par l'usage qu'ils feraient de l'anglais. Au contraire, cette langue leur permet une ouverture culturelle vers le monde sans laquelle leurs pays seraient isolés, leurs langues étant peu apprises à l'étranger.

Pour les anglophones, le plurilinguisme, ce n'est pas apprendre des langues, c'est inciter les non-anglophones à apprendre l'anglais, le tout accompagné d'un discours généreux sur les langues minoritaires et de commentaires extatiques sur la richesse multiculturelle des villes du monde (« which are so vibrant! »). Notons que l'argument repose sur une confusion entre plurilinguisme et multilinguisme : si les villes modernes sont si multilingues, ce n'est pas grâce à l'éducation des citoyens à l'école, mais grâce aux migrations dues à la globalisation de l'économie. Si Londres est si « vibrant », ce n'est pas parce que les Londoniens se sont mis à apprendre les langues, mais parce que la ville accueille beaucoup d'immigrants, probablement bilingues langue maternelle/anglais. Il est toutefois à craindre que leurs enfants

[1] Bruno Maurer, dont j'ai repris ces citations du CdE, a développé une analyse très fine et très pessimiste sur ce thème. L'ostracisme et l'hostilité dont il est la victime depuis la parution de son livre en 2011 montre qu'il a sans doute touché une corde sensible.

[2] J'ai entendu et lu cet argumentaire de nombreuses fois avec quelques variantes. Je reprends ici celui qui a été avancé par Lid King (Director of The Language Company and National Director for Languages in England from 2003 to 2011), et que j'ai noté lors d'une conférence sur le plurilinguisme qui s'est tenue à Fribourg, en Allemagne, en avril 2012.

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide"
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

n’adoptent le modèle linguistique britannique, à savoir un monolinguisme de l’anglais. Londres est multilingue, pas plurilingue.

L’argumentaire présente l’anglais comme un bienfait pour l’humanité tout entière et se pose comme le défenseur des opprimés. Il passe cependant sous silence deux problèmes essentiels :

> 1. Cette ouverture vers le monde est en réalité une ouverture vers le monde *anglo-saxon* uniquement.
> 2. Jusqu’ici l’anglais avait des concurrents : le français, l’allemand, l’italien, le russe, l’espagnol… La baisse d’influence de ces langues n’est pas souvent mentionnée, et quand elle l’est, elle l’est juste comme un dégât collatéral inévitable. Or elles diffèrent des autres langues en ce qu’elles ont produit elles-mêmes leurs propres visions du monde, *reconnues* et *adoptées* jusqu’ici par d’autres peuples. Elles ont souvent elles-mêmes été des *lingua franca* régionales, ou même mondiales. Si rien n’est fait, on cessera de les apprendre et elles perdront alors leur statut de « grandes langues de culture ». En réalité, l’italien et le russe ont déjà presque perdu la partie, et l’allemand est bien parti pour faire de même. Il sera ensuite suivi à brève échéance par le français. Ces langues rejoindront alors toutes celles qui ont déjà perdu leur impact global au profit de l’anglais : les langues scandinaves, le néerlandais, le portugais, etc.[3]

L’argumentaire anglophone est très efficace parce qu’il ramène subrepticement ses puissants concurrents au niveau des « petites » langues, dont il se fait le champion. L’anglais sera ainsi le défenseur du français lorsque celui-ci aura cessé de le concurrencer. Cet argumentaire est d’autant plus fort qu’il laisse les Français sans voix, car ils devront d’abord, pour défendre leur langue, commencer par l’extraire du lot commun et la positionner comme ayant un statut spécial.

Problèmes et perspectives

Les avantages de la domination de leur langue sont considérables pour les anglophones. Les productions culturelles anglo-saxonnes sont dorénavant les seules à bénéficier d’une certaine globalisation ; et les exportations liées à la langue anglaise sont un des premiers postes de recettes de la Grande-Bretagne.

Tout n’est pas rose pour autant. L’insularité légendaire des anglophones se trouve renforcée. Leur monolinguisme les coupe des productions culturelles étrangères, ce qui donne à leurs conceptions du monde un certain provincialisme assez surprenant. En outre, il leur fait d’ores et déjà perdre des emplois et des marchés : une multinationale préfèrera embaucher des anglophones non-natifs, car elle sera sûre qu’ils parleront au moins une autre langue, la leur.

Enfin, la qualité de la langue est menacée. Le *globish* et l’*eurospeak* ne sont qu’un anglais fonctionnel, assez pauvre sur le plan lexical. Tous ceux qui utilisent ces variétés pour leurs besoins professionnels, les natifs y compris, savent que s’ils veulent se faire comprendre, il leur faudra s’exprimer en phrases simples avec du vocabulaire de base.

[3] Le cas de l’espagnol est à part. Je n’ai pas la place de le détailler ici.

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide”
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

1.3. L'argumentaire des langues modimes

Les langues modimes (langues moins diffusées, moins enseignées) comprennent les langues nationales des « petits » pays, les langues régionales et les langues de l'immigration.

Les petits pays européens se trouvent dans l'ensemble en accord avec l'argumentaire anglophone. Ils savent qu'ils ont besoin de langues étrangères pour s'ouvrir au monde, et d'ailleurs, c'est ce qu'ils font depuis toujours. Une langue comme le finnois n'a jamais été utilisée massivement par ses natifs pour des travaux scientifiques ; les Finlandais ont utilisé le suédois, puis l'allemand, parce que les élites finlandaises considéraient le finnois comme la langue du peuple. Il s'en est d'ailleurs fallu de peu que la seule langue officielle de Finlande ne soit le suédois. En 1863, les députés finlandais ont voté à une courte majorité une loi spécifiant que leur pays aurait également le finnois comme langue officielle. On peut dire que c'est ainsi que cette langue a été sauvée, car il a fallu mettre en place un appareil pédagogique et administratif considérable. Sans cette décision, le finnois ne serait à l'heure actuelle qu'une langue minoritaire, comme l'est le saami, la langue des Lapons[4]. Que l'anglais soit maintenant leur langue de culture ne les dérange pas outre mesure. Au contraire, l'universalité de la langue anglaise leur ouvre un marché culturel beaucoup plus important que ne le firent en leur temps le suédois ou l'allemand.

Les petits pays voient d'un mauvais œil les tentatives françaises de restaurer la puissance du français, car si elles étaient couronnées de succès, ils seraient obligés d'entreprendre un réaménagement d'envergure de leurs systèmes éducatifs, coûteux et compliqué à mettre en œuvre.

Problèmes et perspectives

L'anglais bénéficie d'un capital de sympathie que n'avaient ni le suédois en Finlande, ni le russe dans les pays de l'Est, car c'étaient les langues des empires qui les avaient conquis. D'ailleurs on retrouve ce rôle « libérateur » de l'anglais en d'autres points du globe, par exemple en Catalogne, où l'on promeut l'anglais pour faire pièce à l'espagnol, et même en Belgique ou en Suisse, des pays où les communautés locales cessent d'apprendre les langues de leurs voisins et pourraient bien finir par communiquer entre elles en anglais. Libération et identité riment ici curieusement avec esprit de clocher et étroitesse d'esprit. Ce n'est pas de bon augure pour l'avenir. L'Europe risque un jour de se retrouver morcelée en une multitude de petits pays sans réel pouvoir, arcboutés sur leurs petites différences d'identité, en mauvais termes avec les voisins que l'histoire leur a légués[5], mais prétendant s'insérer dans le concert des nations grâce à l'anglais. On peut imaginer mieux pour construire un monde harmonieux et paisible.

Pourtant, s'ils ne veulent pas se mettre sous la dépendance culturelle et idéologique des anglophones, les petits pays devraient développer d'autres langues

[4] C'est bien la preuve que le volontarisme peut donner des résultats.

[5] Voir par exemple la situation dans les Balkans, et notamment en ex-Yougoslavie, où chaque petit pays déteste ses voisins.

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide"
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

que l'anglais dans leurs systèmes éducatifs, afin qu'une partie de leurs citoyens puissent s'ouvrir à d'autres cultures, les comprendre, et les mettre à la disposition de leurs concitoyens. Pour donner un exemple : l'universalisme politique à la française, issu des Lumières, est très certainement une excellente alternative au communautarisme cher aux anglophones, qui réduit les relations entre communautés à une injonction moralisatrice en faveur du respect et de la tolérance. Définir l'Autre en fonction de ses différences au lieu de ses ressemblances avec nous, même si c'est pour dire qu'il faut les respecter, revient à légitimer ces différences, ce qui peut devenir un terreau fertile pour le rejet. On peut basculer facilement de la tolérance à l'intolérance lorsque la différence est inscrite dans l'esprit de chacun.

La sagesse serait donc, pour les petits pays, de faire apprendre d'autres grandes langues à leur jeune population. Lesquelles ? Ce serait à eux d'en décider en fonction de leur histoire, de leurs alliances, de leurs intérêts, et aussi de l'offre disponible. Il est clair que les grandes langues doivent rester attractives, sinon elles seront purement et simplement oubliées.

1.4. L'argumentaire de l'intercompréhension des langues voisines

Ces dernières décennies ont vu le développement d'une technique tout à fait efficace d'apprentissage de compétences linguistiques partielles, celles qui permettent l'intercompréhension (IC). L'idée est que chacun puisse parler sa langue et être compris des autres. C'est d'autant plus facile que les langues sont proches. Des efforts en ce sens avaient été faits dans les pays scandinaves à partir des années soixante, avec quelque succès. Il semble que l'intercompréhension soit relativement facile entre les langues scandinaves. Dans le feuilleton *Broen / Bron* (*Le Pont*), une coproduction dano-suédoise de 2011, les personnages principaux, des policiers de Copenhague et de Malmö, parlent chacun leur langue et ils semblent se comprendre sans trop de difficultés.

En France, l'intercompréhension pour les langues romanes a été lancée par Louise Dabène en 1975, reprise ensuite par l'équipe de Claire Blanche-Benveniste, puis par beaucoup d'autres chercheurs. Un certain nombre de méthodes ont vu le jour, souvent financées par l'Union européenne. Citons *EuRom4, EuroComRom, Galatéa, Galanet,* et d'autres. Des réseaux de recherche et de pratiques pédagogiques ont été créés, par exemple *Redinter* (*Rede europeia intercompreensão*). Les autres langues, et notamment les langues germaniques et les langues slaves, ont elles aussi été l'objet de recherches sur l'intercompréhension et d'applications pédagogiques.

Pour les partisans de l'IC, parler sa propre langue et être compris présente plus d'avantages que communiquer dans une *lingua franca*. Ce serait plus juste (les anglophones bénéficient d'un avantage dans la communication en anglais), plus efficace (on s'exprime mieux et plus finement dans sa langue maternelle), plus respectueux de l'Autre (on aurait un accès direct aux cultures voisines). Un des objectifs de l'IC, plus ou moins ouvertement avancé, est d'offrir une alternative au tout-anglais en Europe. Il suffirait que dans chaque pays, on apprenne une langue des deux autres grandes familles linguistiques que la sienne, plus les techniques

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide”
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

d'intercompréhension, pour que chacun puisse parler sa langue en Europe et être compris. Ainsi, les élèves français et roumains par exemple devraient apprendre une langue germanique et une langue slave, puis faire un stage d'IC[6].

Problèmes et perspectives

Mais l'introduction de l'IC à l'école bute sur certaines difficultés. Il faudrait former des enseignants spécifiquement à ces méthodes. Quels seraient alors leurs diplômes et leur statut ? Quelle serait leur position par rapport aux enseignants de langues existants ? Une autre difficulté, et ce n'est pas la moindre, est qu'il faudra faire accepter qu'on puisse enseigner des compétences dans des langues qu'on ne parle pas soi-même. Un tel enseignement serait vite taxé d'enseignement de l'ignorance. Et pourtant, cela fonctionne : j'ai fait des démonstrations d'IC à Leuven et à Kuala-Lumpur en amenant les participants à comprendre un texte en danois, une langue que je ne parle pas.

La seconde difficulté est d'ordre politique : aucun pays ne se lancera dans l'aventure de l'IC à grande échelle sans incitation forte de la part de l'Europe. Mais cette dernière, en l'absence de politique linguistique contraignante, se contente de faire des propositions et de financer des projets[7].

La troisième difficulté est que les anglophones natifs sont très peu nombreux dans les projets, les activités et les colloques d'IC, dont les partisans sont en majorité des chercheurs et des enseignants de langues romanes, souvent des professeurs de français qui voient l'importance de leur langue de travail se réduire au profit de l'anglais dans leurs pays, et qui pensent trouver dans l'IC un moyen de relancer le français. D'ailleurs la langue de communication dans les manifestations de l'IC est souvent le français. Les Roumains, les Portugais, les Catalans, les Espagnols et les Italiens, souvent francophones, y voient en plus la possibilité de développer leurs langues à l'étranger et de leur faire gagner, ou regagner, de l'importance en Europe.

Les anglophones auraient pourtant un rôle à jouer dans l'IC, car l'anglais est une langue au lexique largement franco-latin et elle peut souvent servir de langue-pont entre langues appartenant à des familles différentes, par exemple slaves et latines. Si les anglophones étaient aussi favorables au plurilinguisme qu'ils le prétendent, ils pourraient se servir de leur langue pour en enseigner d'autres dans leurs écoles, au lieu de les réduire à peau de chagrin, et aussi pour aider les anglophones non-natifs à faire de même. Ils pourraient par exemple s'inspirer des méthodes utilisées par des professeurs de français langue étrangère en Asie qui se servent des connaissances en anglais de leurs étudiants pour leur enseigner le français.

L'IC est une méthode efficace et ses perspectives sont bonnes, ou devraient l'être. Mais pour se développer au-delà du domaine expérimental, au-delà de l'activité ponctuelle de l'un ou de l'autre praticien de l'IC qui a réussi à construire localement une formation, il faudra qu'elle puisse s'inscrire dans un projet global à l'échelle européenne. Il faudra alors trancher sur la question du rôle de l'anglais dans une politique linguistique européenne. Ce n'est pas gagné d'avance.

[6] Pour une description détaillée d'un telle politique linguistique, voir par exemple Frath 2008.
[7] Il semble que les langues soient un des rares domaines où l'UE est avare de directives.

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide"
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

1.5. Les argumentaires du plurilinguisme militant

Le plurilinguisme est souvent militant : ses partisans estiment que les Européens ne sont pas assez plurilingues et qu'il faut donc agir. Deux tendances s'ignorent ostensiblement : le plurilinguisme plutôt anglophone et le plurilinguisme plutôt francophone. Leurs colloques, projets et réseaux ne regroupent pas du tout les mêmes personnes. Les premiers sont dominés par les Britanniques et les anglophones des petits pays, qui, comme on l'a vu plus haut, reprennent à leur compte l'argumentaire anglophone ; les seconds, plutôt par les francophones et les autres locuteurs de langues latines. Les problématiques des plurilingues anglophones concernent essentiellement le bilinguisme à l'école (bien souvent anglais / langue locale), ou dans les familles ; la valorisation des langues patrimoniales et identitaires ; et l'anglais comme *lingua franca*. Il n'y a pas de militantisme affiché en faveur de l'anglais, on fait simplement état d'« études scientifiques », par exemple sur les bénéfices que le bilinguisme procure aux enfants, sur l'amélioration du bien-être des enfants issus de l'immigration lorsque leur langue familiale est reconnue et valorisée par l'école, ou sur l'utilisation de la *lingua franca* par les non-natifs. Les problèmes de politique linguistique sont peu évoqués, ni ceux des autres grandes langues[8].

Chez les plurilingues plutôt francophones, les thématiques sont très diverses et rejoignent en partie celles du plurilinguisme anglophone. Pour se faire une idée de cette diversité, on peut consulter le site et les publications de l'*Observatoire européen du plurilinguisme* (OEP) (http://www.observatoireplurilinguisme.eu)[9], notamment les *Actes des Assises du Plurilinguisme* qui se sont tenues à Paris en 2005, à Berlin en 2009 et à Rome en 2012. Les plurilingues militants luttent, au niveau national et au niveau européen, pour un meilleur enseignement des langues, pour le respect par les membres de l'UE d'une recommandation de Bruxelles visant à enseigner au moins deux LV, pour une plus grande diversité des langues offertes dans les systèmes scolaires, pour le respect par les institutions européennes de leurs propres règlements concernant l'usage des langues, et plus généralement, pour la mise en place d'une véritable politique linguistique européenne. Mais c'est là bien sûr que le bât blesse : laquelle ?

Un plurilinguisme militant comme celui de l'OEP souffre d'un point faible au moins : par-delà un accord consensuel minimal sur les bienfaits des langues et la

[8] Voir par exemple EUNoM (*European Universities Network on Multilingualism* http://in3.uoc.edu/opencms_in3/opencms/ webs/projectes/EUNOM/EN/), qui regroupe des partenaires de Grande-Bretagne et de petits pays, et dont l'objet est d'inciter à un débat sociétal sur les conséquences du multilinguisme, notamment dans la formation des maîtres, les enseignements en LV, les sociétés multiethniques, l'emploi, etc. L'anglais n'est presque jamais mentionné, sauf éventuellement pour minimiser sa domination. Voici un exemple de ce non-dit pro-anglais, relevé dans un rapport sur un symposium tenu en 2010 : « The role of English was also discussed. Paradoxically, during this symposium on multilingualism, English was used as language of communication, for practical reasons. English is also an important language for scientific publications, but the question is if we might not overestimate the role of English publications ? ».

[9] Je précise que je suis membre du Conseil d'Administration et du Conseil Scientifique de l'OEP.

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide”
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

nécessité de les promouvoir, les mesures spécifiques et précises sont difficiles à formuler. D'une part, on l'a vu dans ce texte, les divers points de vue ne sont pas essentiellement désintéressés : chaque groupe veut faire avancer ses propres intérêts linguistiques ; par ailleurs, comme dans tout groupe de militants, chacun défend ses propres convictions. Roberto Scarcia, qui a assisté aux Assises du Plurilinguisme de Rome en octobre 2012, a fait un catalogue assez exhaustif des difficultés (Scarcia 2012), lesquelles, curieusement, n'apparaissent pas ou peu dans les communications des Assises. Il note que l'anglais bénéficie d'une demande populaire extrêmement forte dans tous les pays, qu'il semble difficile de juguler. Il suggère deux types de causes à cela, sociologiques et politiques. D'une part, les classes populaires se sont rendu compte que les meilleurs emplois nécessitent la maîtrise de l'anglais, que seules les classes aisées étaient en mesure de procurer à leurs enfants jusqu'ici ; et d'autre part, le plurilinguisme entre en contradiction avec la tradition bien assise depuis le 19^{e} siècle de l'état-nation, avec une langue nationale officielle, parfois deux ou trois.

1.6. L'argumentaire de la France, ou la chronique d'un suicide annoncé

Le français a occupé une position dominante pendant plusieurs siècles. Il en reste des traces importantes dans le lexique de la quasi-totalité des langues du monde, y compris en-dehors de la sphère impériale de la France, comme par exemple le turc, le malais, le russe, l'allemand, le japonais, et bien sûr, l'anglais. Il n'y a guère que le grec et le latin qui ont eu une telle influence pendant si longtemps. Cette domination allait de soi pour les Français, qui n'en étaient d'ailleurs pas souvent conscients. Elle leur donna cependant, jusque dans les années soixante, une assurance qui les a empêchés de percevoir les changements en cours ; ensuite, lorsque le danger s'est précisé, ils eurent la certitude que le français pouvait faire jeu égal avec l'anglais ; et, enfin, depuis une vingtaine d'années, on assiste à un abandon militant du français par ses élites. D'une manière générale, les Français sont inconscients des enjeux linguistiques, et les abandons se sont succédés. En voici quelques exemples.

Abandon politique et institutionnel

Il est loin le temps où Georges Pompidou avait imposé un *gentleman's agreement* à son homologue britannique, Edward Heath, comme condition pour lever le véto de la France à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, à savoir l'obligation faite aux Britanniques candidats à des fonctions européennes de parler le français. Il faut dire qu'ils s'y sont scrupuleusement tenus jusqu'à l'arrivée des scandinaves en 1992, lesquels étant peu francophones, ne se sont pas sentis concernés par l'accord Pompidou / Heath.

Abandon culturel et économique

La France a par ailleurs réduit ses aides aux établissements scolaires français à l'étranger ; elle est avare de bourses pour les étudiants ; elle a tardé à mettre en place une radio et une télévision francophone à diffusion mondiale, et les émissions de la

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide"
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

télévision française sont inaccessibles à l'étranger sur Internet. Elle a cependant tenu bon face aux Américains en imposant l'exception culturelle sur les produits artistiques, et notamment le cinéma, une mesure grâce à laquelle le cinéma français est resté vivant, et l'un des premiers au monde. Cela montre que le volontarisme politique peut payer.

L'abandon le plus triste est le manque d'intérêt des élites françaises pour la Francophonie, regretté par Abdou Diouf, son président (*Le Monde* du 20 mars 2010) :

> Les Français doivent faire l'effort de se penser dans un ensemble linguistique dynamique et créateur de diversité culturelle. A la tête de l'organisation de la francophonie depuis quatre ans, je ne parviens toujours pas à m'expliquer, ni à expliquer aux francophones militants qui vivent sur d'autres rivages, le désamour des Français pour la francophonie. Désamour, désintérêt, méconnaissance ? Il est vrai que les médias français, légitimement préoccupés par les crises qui ébranlent le monde et par la politique européenne, ne trouvent que peu de place à lui consacrer, si ce n'est une fois tous les deux ans, à l'occasion du sommet des chefs d'État et de gouvernement, et encore...

L'abandon est encore plus flagrant dans le domaine économique : utilisation massive de la langue anglaise au sein des entreprises françaises, sans raison le plus souvent ; noms en anglais des entreprises (la *COGEMA* est devenue *Areva Nuclear Power*), des produits (jusqu'aux noms de parfums bien français : *Very irrésistible, Angel, Cherry Blossom*…), et dans la publicité (*Renault : quality made*, et *Peugeot* : *Motion & Emotion*). Tout cela accrédite l'idée que le monde moderne est en anglais, et que le français n'est plus que la langue du passé, du terroir, du vin, des fromages, etc. Même la chanson moderne française est dorénavant souvent en anglais.

Abandon scientifique et universitaire

Le plus grave des abandons a lieu dans la recherche et l'éducation supérieure. Les articles scientifiques français sont presque exclusivement publiés en anglais ; seuls résistent encore certains domaines des sciences humaines (voir Frath 2011, 2012a ou 2012b)[10]. Si l'anglicisation des formations universitaires se généralise, les étudiants seront à terme coupés de la terminologie et des bibliographies dans leur langue, et donc de leurs propres traditions. Il s'agira d'une perte massive que les quelques avantages liés à l'usage de l'anglais ne peuvent pas compenser. Diverses études ont montré que l'anglicisation des formations s'accompagne d'une perte dans la qualité de l'apprentissage. On comprend aisément pourquoi : les enseignants n'ont pour la plupart pas un niveau d'anglais suffisant, et la masse des étudiants, non plus.

Le plus grave est que tout cela se passe dans l'indifférence générale et dans un déficit démocratique très préoccupant. Aucune institution démocratique française n'a voté l'abandon du français dans la production intellectuelle et scientifique, ni dans l'enseignement supérieur. Les citoyens français risquent de constater jour que leur enfants ne peuvent plus étudier ni faire de recherche dans leur propre langue.

[10] J'y ai analysé les causes du phénomène et ses conséquences prévisibles.

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide”
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

J'ai écrit par ailleurs, un peu méchamment, que les langues sont comme le poisson, elles commencent à pourrir par la tête (Frath 2010a). La fin de l'alsacien, ma langue maternelle a commencé par son abandon par la bourgeoise locale, pour laquelle "il [était] chic de parler français" (un slogan de l'après-guerre). Il est maintenant à craindre que l'anglais ne soit devenu *cool* pour beaucoup de Français. L'esprit de Munich qui caractérise l'attitude négative des élites françaises par rapport à leur langue génère un pessimisme de bon aloi qui n'a pas lieu d'être[11]. Le français a certes perdu quelques bastions en Europe, mais il est globalement en très nette progression dans le monde, et tout particulièrement en Afrique, y compris anglophone, et en Asie, et notamment en Chine. Il faudrait que les Français s'en rendent compte et cessent de se lamenter et d'œuvrer à la destruction de leur langue.

2. Quelques remarques

On voit que les argumentaires sont très étroitement liés aux intérêts économiques et culturels des différents pays : chacun veut faire avancer la cause de sa langue. Le grand gagnant est sans conteste l'anglais. La situation est moralement meilleure pour les langues modimes, mais leur situation en termes de nombre d'étrangers qui les apprennent n'a pas beaucoup changé. Les grands perdants sont les autres grandes langues européennes : le français, l'allemand, l'italien, le russe, …

Il reste à comprendre pourquoi ces langues se sont affaiblies à ce point. Il y a des facteurs politiques et économiques bien connus que je vais juste citer pour mémoire : fin des empires, baisse de l'importance relative de ces pays, dilution au sein de l'UE. Etc. Il y a aussi des facteurs sociologiques, particulièrement importants. Pour bien les faire comprendre, je rappelle d'abord le mécanisme qui a abouti à la disparition des langues régionales en Europe, et qui détruit chaque année, sur tous les continents, des dizaines de langues patrimoniales et maternelles, transmises depuis la nuit des temps dans le milieu familial. Lorsque les communautés qui les parlent sont confrontées à des bouleversements économiques ou politiques, provoqués par exemple par la colonisation ou le commerce, la langue locale se trouve confrontée à une ou plusieurs langues étrangères, que ses natifs vont devoir apprendre. Ceux qui bénéficient des changements constituent ensuite les classes aisées dominantes, et ils font alors en sorte que leurs enfants apprennent ces langues. C'est ainsi que les bourgeoisies locales dans les anciennes colonies françaises envoient leurs enfants dans des écoles françaises. C'est un moyen subtil de leur assurer une suprématie sociale. Après quelques générations, les classes sociales dominées se rendent compte de ce phénomène et souhaitent que leurs enfants apprennent eux aussi la langue du succès. Les parents utilisent alors cette langue avec leurs enfants, et les envoient dans des écoles où on la parle. Les langues locales disparaissent alors d'autant plus vite qu'elles n'ont pas de tradition écrite ancienne : c'est le cas de la plupart des langues africaines, très menacées à court terme. En bref et pour résumer, une langue disparaît lorsque les parents des classes populaires, après ceux des classes aisées, sont persuadés que leur langue

[11] On a vu un exemple de ce pessimisme dans ce qu'on a appelé le « déclinisme », une conception de la France très négative développée par des économistes de droite.

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide"
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

patrimoniale ne procure pas d'avantages à leurs enfants, qu'elle est peut-être même un handicap. Ils cessent dès lors de la leur parler[12].

Les langues comme le français sont loin de ce scenario-catastrophe. Pourtant, on constate que le phénomène décrit ci-dessus est en marche : demande sociale pour de l'anglais précoce à l'école, intégration de l'anglais aux matières fondamentales, classes bilangues, anglicisation de formations universitaires prestigieuses, écoles de commerce largement en anglais, recherche en anglais, etc. Alors que l'anglicisation ne touchait il y a une génération que les enfants de la bourgeoisie, elle se répand aujourd'hui dans toutes les classes sociales. On le constate à travers l'usage social que les jeunes font de l'anglais dans leur conversation quotidienne et dans leur consommation culturelle, essentiellement de la musique, des feuilletons et des films américains. Le français, l'allemand et d'autres langues perdent ainsi de leur importance aux yeux mêmes de leurs locuteurs.

Si le nombre de locuteurs non-natifs du français diminue, les productions culturelles en français seront moins connues à l'étranger. Les producteurs potentiels d'œuvres de l'esprit se tourneront alors vers l'anglais, alors que jusqu'ici nombre d'entre eux se sont tournés vers le français (Ionesco, Cioran, Beckett, Picasso, etc. et plus récemment Jonathan Littell). La morale de cette histoire est que l'attractivité d'une langue est dans le regard des autres. Le basculement de la production scientifique vers l'anglais est suicidaire pour une langue comme le français, qui gaspille ainsi les bénéfices d'un rayonnement ancien et reconnu.

3. Quelques principes

Mais pourquoi militer pour le plurilinguisme ? Après tout, des langues ont disparu tout au long de l'histoire, c'est un phénomène banal. Pourquoi s'y opposer ? Et puis ce n'est pas mortel : un ami suédois me dit qu'après tout, si la science et la culture suédoises se pratiquent en anglais, cela ne change rien pour les Suédois, et qu'ils peuvent même en retirer des avantages. Et d'évoquer le succès mondial du groupe Abba, qui ne se serait pas produit en suédois. C'est bien possible, mais les producteurs d'œuvres sont le plus souvent assimilés à la culture d'adoption, ainsi Ionesco ou Cioran à la France, et, plus récemment, le groupe *Daft Punk*, pourtant bien français, aux USA. Il y aurait, m'a-t-on dit, une pop française en anglais qu'on appelle la *French Touch*. Touche française, certes, mais à la culture anglo-saxonne !

Je me propose ici de définir des principes généraux pour l'Europe (sans doute applicables ailleurs), qui me serviront ensuite à proposer une politique linguistique pour la France et la Roumanie, étant entendu que le cas de la France peut s'appliquer peu ou prou à d'autres langues comme l'allemand ou l'italien, et celui de la Roumanie aux autres langues modimes.

Voici ces principes :

1. Nécessité de communiquer avec tous les autres peuples. L'anglais a été choisi par la *vox populi* en tant que *lingua franca*. Dont acte. Ce fait est irrémédiable, et il est globalement avantageux.

[12] C'est ce qui s'est passé dans mon Alsace natale au profit du français. Voir Frath 2010a.

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide”
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

2. Nécessité toutefois d'une certaine indépendance par rapport aux Anglo-saxons, en puisant dans sa propre tradition et dans celles des autres.
3. Il découle de cette restriction la nécessité d'une bonne connaissance de la langue nationale, et, le cas échéant de sa ou de ses langues patrimoniales, par exemple l'alsacien pour les Alsaciens ou l'arabe pour les enfants d'immigrants maghrébins.
4. Il en découle aussi l'enseignement d'autres langues porteuses de *Weltanschauungen* globales, connues et reconnues, telles le français ou l'allemand.
5. Nécessité d'apprendre les langues des voisins immédiats, afin de maintenir des liens personnels au-delà des frontières.
6. Nécessité d'apprendre des langues liées à l'histoire des pays, par exemple l'allemand en Hongrie, le français en Roumanie, l'espagnol en Catalogne, l'arabe en Turquie (voir Frath 2010b), le persan au Pakistan[13], etc.
7. Généralisation des techniques d'intercompréhension, de manière à tirer le maximum de chacune les langues qu'on aura apprises.
8. Mise en place de politiques culturelles et scientifiques destinées à maintenir et à développer la langue locale, et donc son rayonnement.
9. Signature d'accords avec d'autres pays en fonction d'intérêts mutuels.

Il va de soi que tous les habitants d'un pays ne vont pas apprendre toutes ces langues. Mais il faudrait que ces langues soient proposées dans le système éducatif.

Toute politique linguistique comprend deux volets, que nous allons examiner maintenant :

1. Quelles langues enseigner ? Cela va dépendre des besoins.
2. Comment inciter les étrangers à apprendre la sienne ? Cela va dépendre des ambitions de chaque pays et de son histoire.

4. Quelques propositions

4.1. Propositions pour la France (adaptables aux autres grandes langues)

Quelles langues enseigner dans le système scolaire français ?

– l'anglais, pour son importance culturelle et scientifique, et aussi pour son rôle de *lingua franca*, ainsi que l'allemand, l'espagnol, l'italien, le russe, pour leur importance dans l'histoire de l'Europe et leur apport culturel et scientifique. Également, pour perpétuer une tradition pédagogique établie et pour ne pas laisser les Français en tête-à-tête avec l'anglais ;

– les langues du voisin dans les zones frontalières : allemand, italien, espagnol, portugais, néerlandais ;

– autres langues liées à l'histoire et aux développements futurs probables : arabe, chinois, japonais. Également deux langues mortes, le grec et le latin ;

– autres langues en fonction d'accords. Certaines langues peuvent être introduites ou développées en fonction d'accord réciproques. Voici un exemple de ce qu'il aurait fallu ne pas faire : développer massivement l'espagnol, moins utile que l'allemand en Europe, au moment même où l'Espagne réduisait le français à la portion congrue dans son système scolaire. Exemple de ce qu'on pourrait faire : des

[13] La Perse a dominé culturellement toute cette zone d'Asie pendant des siècles.

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide"
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

accords entre des pays, par exemple la Roumanie, et des régions, des villes ou des écoles pour y enseigner la langue de ces pays ;

– enseignement des techniques d'intercompréhension.

Que ces langues soient des LV1, LV2 ou des LV3 doit être décidé localement en fonction des besoins. Pour ce qui est de l'anglais, sa position de LV1 ne devrait pas être systématique.

Il reste la question des langues patrimoniales. Il faut distinguer deux cas de figure, les langues régionales et les langues de l'immigration.

Langues régionales, par exemple l'alsacien

Ces langues ne peuvent être sauvées que si les parents les parlent à leurs enfants. Il faut donc les persuader que leurs langues ancestrales constituent un avantage pour leurs enfants. On y parvient en donnant à ces langues une visibilité sociale et culturelle, par exemple en encourageant la création de chaînes de TV, de radios, la publication d'ouvrages et de journaux, la mise en place de cours, et une initiation linguistique dans les écoles. Dans le cas de l'alsacien, qui est historiquement lié à l'allemand, il faut aussi inciter les parents à mettre leurs enfants dans des classes bilangues allemand-français. Lorsque les parents ne parlent plus ces langues, on peut les considérer comme mortes, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas les étudier, mais on mettra plus l'accent sur l'histoire, la culture et la philologie.

Langues patrimoniales, par exemple l'arabe

L'école doit organiser des cours d'arabe pour les enfants de l'immigration maghrébine. Les enseignants doivent être des fonctionnaires de l'état, au même titre que tous les autres.

Comment inciter les étrangers à apprendre le français ?

Il faut tout d'abord prendre acte de la position de notre pays et de notre langue dans le monde. Il ne s'agit pas de jouer le même jeu que les anglo-saxons, de les concurrencer sur leur terrain. La place du français et de la France, c'est l'alternative, la solution de rechange. Ce n'est pas une place *voulue* par la France, elle lui est attribuée par les autres pays, et on en a vu une illustration en 2003, lorsque Dominique de Villepin, le Ministre des Affaires Étrangères de Jacques Chirac, s'est opposé à l'entrée en guerre contre l'Irak devant l'ONU. Les pays hésitants se sont alors rangés derrière la France. Aucun autre pays n'aurait eu cette capacité à ce moment-là. C'est là l'héritage de la conception que se faisait de Gaulle du monde et de la France.

Cette place, il faut la consolider par une politique étrangère courageuse, et aussi par une politique culturelle ambitieuse. La politique du cinéma est à cet égard exemplaire. Il faut surtout organiser une politique de publications scientifiques en français, faire en sorte qu'il y ait au moins une excellente revue en français dans tous les domaines, et inciter les chercheurs francophones à publier dans leur langue en plus de l'anglais (voir Frath 2011). Si d'autres pays comme l'Allemagne ou l'Italie

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide”
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

faisaient de même, la recherche européenne pourrait regagner son indépendance et se développer. En un mot, la France doit rester attractive dans tous les domaines afin qu'elle puisse conserver la place que l'histoire lui a léguée.

4.2. Propositions pour la Roumanie (adaptables aux autres langues modimes)

Quelles langues enseigner dans le système scolaire roumain ?

– l'anglais, pour son rôle de *lingua franca* et pour son importance culturelle et scientifique, ainsi que le français, le russe et l'allemand, pour leur importance dans l'histoire de l'Europe et de la Roumanie et leur apport culturel et scientifique : l'allemand et le russe parce que ces deux langues ont été celles des empires dont la Roumanie a fait partie à partir du 19^{e} siècle ; le français, car la France est à l'origine de la création de la Roumanie actuelle (Traité de Paris en 1858), ce qui a produit une certaine francophilie qui perdure. Également, pour maintenir un lien fort avec une autre langue latine ;

– les langues du voisin dans les zones frontalières : langues slaves (bulgare, serbe, russe et ukrainien), hongrois, turc, peut-être le grec ;

– autres langues liées à l'histoire et aux développements futurs probables : espagnol, italien, arabe, chinois, japonais. Également deux langues mortes, le grec et le latin ;

– enseignement des techniques d'intercompréhension ;

– langues patrimoniales : hongrois, rom et allemand. Les enfants des communautés hongroises et allemandes doivent pouvoir fréquenter des écoles bilangues roumain/allemand et roumain/hongrois. Le cas du rom est plus problématique : il n'y pas de tradition écrite forte dans cette langue, et la population rom souffre de préjugés défavorables. Il faudrait un enseignement du rom dans les écoles de quelques heures par semaine ; il faudrait surtout développer le bien-être général de cette population, sur les plans économique et culturel, et sa reconnaissance. Les autres minorités linguistiques de Roumanie sont peu importantes, mais doivent pouvoir s'organiser pour enseigner leurs langues à leurs enfants si elles le souhaitent.

Comment inciter les étrangers à apprendre le roumain ?

Le roumain n'est pas très enseigné à l'étranger. Cependant, il n'y a pas de raisons pour qu'il ne se développe pas. La Roumanie constitue un marché de vingt millions de personnes, qui pourrait intéresser les entreprises européennes, qui pourraient alors embaucher des roumanophones. Trois voies s'ouvrent à la Roumanie.

1. Des accords avec les pays limitrophes (Bulgarie, Serbie, Hongrie, Ukraine, Turquie, peut-être la Grèce) pour un enseignement de la langue du voisin.
2. Des accords avec des régions, des villes ou des écoles dans des pays plus lointains, où la Roumanie investirait pour y diffuser sa langue et sa culture, notamment par le biais d'enseignements optionnels, d'animations culturelles, et de bourses d'études

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide"
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

dans ses universités. Des liens personnels se créeraient, qui pourrait alors générer une activité économique et culturelle.

3. La participation à des enseignements d'intercompréhension des langues romanes dans les pays de langues latines.

A cela on pourrait ajouter l'obligation légale pout toute entreprise étrangère s'installant en Roumanie de communiquer en roumain et d'inciter ses cadres expatriés à l'apprendre.

Conclusion

Les idées développées ici peuvent sembler utopiques. Elles le sont peut-être, mais que serait l'action sans ambition? Elles constituent en tous les cas une alternative au tout anglais. Le lecteur aura sans doute remarqué que les solutions proposées visent d'abord les communautés, et ensuite seulement les personnes. Il me semble en effet qu'on ne peut pas penser une politique linguistique uniquement en termes de choix des familles et des individus. Le laisser-faire donne une prime au conformisme. L'homme de la rue n'est pas en mesure de faire des choix éclairés si on ne lui en expose pas les tenants et les aboutissants. Il aura alors tendance à faire comme tout le monde, par exemple en France, préférer l'anglais en LV1 et l'espagnol en LV2. Or, quel est l'intérêt pour un pays de n'avoir que des locuteurs dans deux langues ? Et pourquoi cette importance donnée à l'espagnol, alors que d'autres langues sont tout aussi importantes, voire plus.

L'Europe n'a pas jusqu'ici développé de véritable politique linguistique. Elle a agi comme elle a pu en l'absence de directives claires de la part de ses membres, incapables d'aborder un sujet qu'ils estiment malgré tout secondaire. Il est grand temps de se mettre au travail. Le laisser-faire actuel produira une Europe de petites nations sans voix, fermées à leurs voisins, communiquant dans une *lingua franca* appauvrie, culturellement inféodée à un empire américain qui ne la respectera pas. Il y a mieux à faire que de ruiner le rayonnement des langues qui ont construit le monde moderne.

Références bibliographiques

Dabène 1975 : Louise Dabène, « L'enseignement de l'espagnol aux francophones : pour une didactique des langues voisines », in *Langages*, 39.

Frath 2012a : Frath Pierre, « Unbequem, ungerecht und gefährlich », in *Forschung und Lehre 12/12*. Übersetzung aus dem Französischen : Hermann H. Dieter und Ralph Mocikat (Arbeitskreis Deutsch als Wissenschaftssprache – ADAWIS, e.V.; Internet : www.adawis.de). Auch auf der Website : http://www.forschung-und-lehre.de/wordpress/ (traduction de l'article « L'anglais n'est pas la langue de l'université française »).

Frath 2012b : Pierre Frath, « L'anglais n'est pas la langue de l'université française », sur le blog de Claire Boyer (http://clairegoyer.blogactiv.eu).

Frath 2011 : Pierre Frath, « L'enseignement et la recherche doivent continuer de se faire en français dans les universités francophones », Publié sur les sites de l'*Association des*

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide”
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)

Professeurs de Langues Vivantes (http://www.aplv-languesmodernes.org/) et de l'*Observatoire Européen du Plurilinguisme* (http://www.observatoireplurilinguisme.eu/). (Egalement dans l'*Atelier du roman*, Paris, Flammarion, 2012).

Frath 2010a : Pierre Frath, « Disparition des langues : le français subira-t-il le sort de l'alsacien ? », in D. Huck, T. Choremi (coords.), *Parole(s) et langue(s), espace et temps. Mélanges offerts à Arlette Bothorel-Witz*, Université de Strasbourg, p. 233–240.

Frath 2010b : Pierre Frath, « Should the world rely on English as a *lingua franca* ? », in *Current Trends in SLA Research and Language Teaching*. *Proceedings of the 6th International ELT Research Conference*, D. Höksal, I. Erten, E. Zehir Topkaya, A. Yavuz (eds.), Cannakale Onsekiz Mart University, Turkey, p. 290–295.

Frath 2008 : Pierre Frath, « Une alternative au tout anglais en Europe : pourquoi et comment », in *Cahiers de l'Institut de Linguistique de Louvain*, CILL 32.1–4 (2006), p. 237–250.

Maurer 2011 : Bruno Maurer, *Enseignement des langues et construction européenne. Le plurilinguisme, nouvelle idéologie dominante*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines.

Scarcia 2012 : Robert Scarcia, « Plurilingualism » (http://www.viceversamag.com/plurilingualism-3).

Arguments for Plurilingualism

Plurilingualism seems to have become a *cause célèbre* over the past decades in Europe. Nobody advocates monolingualism, even the British, who have practically eliminated languages from their curricula. This means that plurilingualism does not mean the same thing for everyone. In this paper, we are going to review a number of arguments put forward in favour of plurilingualism by the Council of Europe and various communities: the Anglophones, the speakers of less widely used and less taught (LWULT) languages, the specialists in intercomprehension, the militant plurilingualists, and finally, the French. We shall show that behind the rhetoric, each community is trying to press on with their own interests. European institutions have up to now failed to acknowledge the conflicting linguistic interests of their members and this probably explains why they have been unable to develop plurilingualism. This paper argues that any conflicting interests as there are should be carefully acknowledged so that Europeans can eventually design a language policy that will allow for the development of each language according to history and ambition. We shall give realistic guidelines for a global European language policy which can be adopted by each country and tailored to its own needs. We shall illustrate this with two examples: French, also valid for German and Italian, and Romanian, also valid for the less widely used languages.

BDD-A1118 © 2013 Institutul de Filologie Română „A. Philippide"
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.143 (2026-11-18 21:59:30 UTC)